

## DICTATURE

1853-1860

La révolution qui venait de renverser Arista n'avait pas eu, dans son principe, le même but partout, c'est à dire le retour de Santa-Anna au pouvoir, mais la majorité des insurgés finit par se prononcer en ce sens. Il faut bien l'avouer aussi, les amis de l'illustre exilé travaillèrent activement en sa faveur. Les correspondances de MM. Lombardini, Woll et Pacheco nous donnent des détails assez curieux à ce sujet et sur les événements qui s'accomplirent dans la république avant le 20 avril 1853, époque à laquelle Santa-Anna fut de nouveau investi du pouvoir dictatorial. Des extraits de ces correspondances vont me servir de texte pour l'histoire morale et politique de ces quelques mois. Le 16 février 1853, le président Lombardini écrivit de Mexico à l'un de mes amis : — « Je vous remercie de la satisfaction que vous me manifestez de m'être chargé du pouvoir exécutif, dont j'ai pris possession, en me sacrifiant pour délivrer le pays du torrent impétueux des ambitions particulières et de parti. — Lombardini. »

Le général Woll, qu'Arista avait mis à la retraite, était de

retour au Mexique après un congé de quatre ans et recevait de M. Ramon Pacheco, devenu plus tard ministre du Mexique à Paris, une lettre, difficile à déchiffrer, sans nom de ville, et datée du 16 février, dans laquelle on lit les passages suivants : — ... « Quant aux intrigues qui ont eu lieu pendant tout le cours de cette révolution pour que le général Santa-Anna ne revint pas, elles ont redoublé d'efforts au dernier moment... leurs auteurs sont néanmoins tombés dans leur propre filet, et le général Santa-Anna sera nommé par tous les États. Les premiers votes connus sont ceux de Queretaro, Morelia et San-Luis. Il est pourtant nécessaire que ces messieurs — de Vera-Cruz — votent ainsi que ceux de Tampico, du Yucatan, et de Tabasco... Il paraît que les commissaires se sont accordés avec Lombardini, et que Puebla agira dans le même sens. — Ramon Pacheco. »

La lettre suivante du président Lombardini au général Woll nous montre que plusieurs individus ne voyaient pas avec plaisir le retour de Santa-Anna, et qu'il y avait une opposition armée qui tâchait de soulever le pays pour empêcher sa nomination. — « Mexico, 16 mars 1853: — J'ai beaucoup été peiné d'apprendre que l'étendard de la révolte a été de nouveau levé... Les intentions des auteurs de ces mouvements sont bien connues; c'est pourquoi le gouvernement désire que vous vous transportiez le plus tôt possible dans le Tamaulipas, et qu'étant sur le lieu de l'insurrection, vous puissiez agir avec le jugement qui vous distingue et l'énergie qu'il faut déployer dans certains cas.

« J'écris au général Casanova de marcher avec vous sur Tampico, où il vous remettra le commandement de cette province, afin que vous puissiez prendre immédiatement vos dispositions pour faire cesser ces conflits, produits par l'ambition et les vues personnelles de quelques individus qui voudraient s'élever aux dépens de ceux qui se laissent facilement séduire. — Lombardini. »

Le général D. José Uruga, qu'on a vu commencer cette révolution, se trouvait alors à Tacubaya, prêt à partir pour

l'Espagne comme ministre plénipotentiaire. Je vais le laisser raconter lui-même la cause de cette malencontreuse nomination, dans un moment où les bons généraux n'étaient pas communs. — « Tacubaya, 12 mars 1853. — Étant convaincu que ceux qui ont fait le plus de mal au général Santa-Anna, sont ceux qui, sous le nom d'amis, l'ont autrefois entouré et déconsidéré, en ne s'occupant que de leurs propres affaires, j'ai cherché cette fois à éloigner leur influence pernicieuse et lui préparer une atmosphère plus pure, l'entourant d'hommes loyaux qu'il pouvait appeler de vrais amis. En effet, j'ai travaillé à former un ministère auquel participeraient les conservateurs. Naturellement, j'ai eu contre moi tous les *santanistas*, — partisans de Santa-Anna, — qui ne veulent rien céder de l'influence exclusive à laquelle ils aspirent, tous les intéressés dans les contrats qui se font... et, finalement, tous ceux qui peuvent perdre quelque chose de leurs espérances. J'ai été vaincu et obligé de me préparer à quitter la république d'une manière honorable. Telle est l'origine de ma nomination de ministre plénipotentiaire en Espagne... Tous les hommes nuls que j'ai combattus ne me pardonneront pas; ils travailleront à m'aliéner l'esprit du président et me dépeindront comme un ennemi, un élément de réaction, sinon comme un suspect. Je crois qu'il serait bon de ne pas cacher à Santa-Anna combien peut lui être utile l'appui de mon influence pour fortifier son administration. — José Uruga. »

Dans une autre lettre, datée du 21 mars, il disait... « Si le général Santa-Anna croit mes services utiles pour son gouvernement, je les lui prêterai avec loyauté et bonne foi; mais, je mettrai pour condition essentielle qu'il éloigne de lui toute cette canaille qui nuit à sa réputation et perd la nation; qu'il s'entoure de ses vrais amis et qu'avec eux il fasse front à toutes les aspirations exagérées de ceux qui se disent ses partisans, et ne font que déconsidérer, exploiter son nom respectable, dans leurs intérêts individuels. — José Uruga. » —

Me bornant à écrire l'histoire du Mexique avec les documents mexicains, je ne jugerai pas la conduite du pouvoir exécutif vis-à-vis du général Uruga, dont je reparlerai bientôt, mais je constaterai que les fautes de tous les gouvernements en général proviennent de cette *camarilla* qui s'impose partout, que les souverains ne voient jamais et qui les prive des lumières dont ils ont besoin et des amis les plus dévoués comme des serviteurs les plus intelligents. Mais, ce mal, vu seulement du public, est irremédiable et les peuples en souffriront toujours autant que les monarques.

Il y avait déjà trois ans que Santa-Anna cultivait à Carthagène une petite propriété rurale appelée « La Rosita », quand une commission mexicaine composée des colonels D. Manuel Escobar, D. Salvador Batres et du docteur D. Adolfo Hegervisch, vint remettre entre ses mains les actes par lesquels les États l'appelaient au gouvernement de la république. Il hésita pendant quelques jours à prendre une décision, mais les observations des trois délégués, les prières de sa famille qui désirait ardemment retourner dans la patrie, et surtout la crainte de paraître abandonner la nation dans ses moments de malheur, le déterminèrent à quitter sa retraite. Une lettre datée de Carthagène, 10 février, nous révèle les luttes auxquelles son esprit était en proie, lorsque les délégués lui remirent les communications officielles et particulières de Lombardini.

— « J'ai opposé, dit-il, une résistance invincible à mon retour dans mon pays, qui m'a causé tant de chagrin, parce que j'ai la triste conviction qu'il ne saura jamais abjurer ses erreurs; mais d'un autre côté, j'ai pensé que ses fils avaient bien souffert, et qu'ils doivent maintenant avoir une douloureuse expérience du passé. Du moins, c'est ainsi que je les juge, en consultant mon propre cœur. La guerre subie par la patrie et la démoralisation intronisée par les administrations prostituées d'Herrera et d'Arista l'ont mise dans un tel état de désordre et de confusion, qu'il sera difficile d'encadrer le vice et de rétablir la morale. Je me suis décidé

à partir, parce que je ne veux pas que l'on dise que moi aussi je fus égoïste, et que l'histoire ou mes diffamateurs me jettent à la face que je me suis fait sourd aux clameurs de mes compatriotes. Par conséquent, je partirai par le paquebot du mois de mars prochain. — A. L. de Santa-Anna. » —

La grande majorité des Mexicains se réjouit du retour de l'exilé; le général Lombardini, dans une lettre datée du 13 avril, exprime sa satisfaction personnelle de la manière suivante... « Obéissant à la volonté de la nation... le général D. Antonio Lopez de Santa-Anna, qui doit venir dans trois jours, va prendre possession de la présidence. Il sacrifie sa tranquillité et retourne dans son pays lui prêter de nouveau ses patriotiques services. Mes désirs sont réalisés, comme Mexicain qui aspire au bien et à l'agrandissement de la patrie. J'ai la satisfaction de quitter le pouvoir, d'où mes convictions m'éloignaient et que j'avais accepté pour mettre un terme aux discordes politiques qui existaient sur quelques points de la république. — Lombardini. »

Arrivé à Mexico, Santa-Anna fut mis en possession du gouvernement le 20 avril, avec des pouvoirs discrétionnaires. Pendant sa nouvelle administration il eut pour ministres, aux affaires étrangères, D. Lucas Alaman, et D. Manuel Bonilla; à la justice, D. Teodosio Lares; aux finances, D. Antonio Haro y Tamariz, D. Ignacio Sierra y Rosso, D. Luis Parres, D. Manuel Olasagarre et D. Manuel Canceco; à l'intérieur, D. Joaquin Velasquez de Leon; à la guerre, les généraux D. José Maria Tornel, D. Lino Alcorta et D. Santiago Blanco. La composition de ce cabinet révéla la marche politique qu'il allait suivre; Alaman, Bonilla et Larres étaient ultra-conservateurs et monarchistes. La fédération une fois abolie, pour la dictature, on verra que cette forme de gouvernement fut à la veille d'être remplacée par celle de la monarchie.

An arrivant, Santa-Anna avait trouvé le Mexique dans une situation plus déplorable encore qu'il ne se l'était imaginé... « Le désordre, dit-il dans une lettre datée de Mexico

26 avril 1853, le désordre que j'ai trouvé dans toutes les branches de l'administration, l'excessive pénurie du trésor et mille autres difficultés particulières à la situation m'imposent un travail de réorganisation dont on ne peut pas se faire une idée. » Le 7 mai, il ajoutait dans une autre lettre... « Le temps est arrivé de faire connaître qu'il existe un gouvernement national qui se fera obéir sous l'empire des lois et de la morale publique. Tous ont pris, sous les administrations antérieures, l'habitude de faire leur sainte volonté et de vivre dans un perpétuel désordre; il n'est donc pas étrange qu'ils désirent suivre la même conduite; mais les circonstances sont changées, et l'on donnera des preuves répétées que le gouvernement actuel n'est pas impotent et qu'il a l'énergie nécessaire pour remplir ses devoirs. Il est indubitable que le général Arista est un malfaiteur et qu'il mériterait d'expier ses crimes à la potence, mais plusieurs raisons ont décidé le gouvernement à ne faire qu'expatrier ce monsieur, lui fixant une résidence sur un point de l'Europe. — A. L. de Santa-Anna. » —

Au sujet d'Arista, Suarez Navarro écrivait au général Woll, le 3 mai... « J'ai eu le plaisir de signer l'ordre d'exil de D. Mariano Arista qui, par une singulière coïncidence, va à Berlin, accompagné du général Uruga, lequel se rend à sa mission... Je n'ai pu obtenir que le premier soit fusillé, même en me rendant responsable de ce châtement si bien mérité, parce qu'on n'a pas l'énergie nécessaire pour détruire ceux qui ont toujours fait du mal à notre pays. »

Le général Uruga, principal auteur de la chute d'Arista, partait, en effet, en même temps que l'ex-président. Par sa correspondance, on voit qu'il était très contrarié de partir... « Au lieu de la légation d'Espagne, dit-il dans une lettre du 27 avril, c'est celle de la Prusse et de la Saxe que j'ai reçue sans y mettre d'opposition; j'aurais reçu de la même manière celle du Japon, puisque mon principal objet, en quittant la république, est d'éloigner dans ma personne tout obstacle à la nouvelle administration... J'ai l'espérance qu'on

me rappellera quand la paix et l'intégrité du territoire mexicain seront en danger. » Le 25 mai, il écrivait de Vera-Cruz : — « Si j'ai de la fatuité, si j'ai de la présomption et de l'orgueil, c'est de me croire le meilleur et le plus nécessaire lieutenant de *n'importe quel gouvernement du Mexique*, et surtout pour celui de Santa-Anna. »

Les fautes commises par le dictateur, depuis son apparition sur la scène politique, sont trop nombreuses pour être excusées en aucune manière; néanmoins, il ne faut pas voir uniquement le vilain côté de son administration, comme l'ont fait les ennemis et les amis de Santa-Anna. Les uns l'accusent d'avoir gaspillé l'argent du trésor public, ce qui paraît facile, puisque les coffres étaient toujours vides; les autres lui reprochent de n'avoir pas eu le courage de se laisser nommer empereur du Mexique et de gouverner, avec l'énergie d'un souverain absolu, un peuple rendu malheureux par une forme de gouvernement qui, depuis trente ans, le conduisait à la démoralisation sociale comme à la ruine la plus complète. Lorsqu'il vint au pouvoir, au mois d'avril 1853, il n'y avait pas une piastre dans le trésor, et, de longtemps on ne devait espérer aucune rentrée, à cause des rentes affectées au paiement de plusieurs dettes envers des puissances étrangères avec lesquelles on avait passé des conventions onéreuses, de sorte que le gouvernement ne touchait que trente pour cent sur le produit des douanes maritimes qui était hypothéqué. L'armée ne se composait que de quelques bataillons. Les sauvages dévastaient les États de la Sonora, du Sinaloa, du Chihuahua, de Durango et même de Zacatecas; les routes étaient infestées de voleurs; les partis, face à face, se déchiraient comme de coutume; dans le présent et dans l'avenir, on ne voyait que désordre et chaos.

Les forteresses de S. Jean d'Uloa et de Perote, désarmées par les Américains, furent réparées et garnies de canons; l'armée, réorganisée, fut élevée au chiffre de quarante-cinq mille hommes bien équipés, et les fusils à pierre furent

remplacés par des fusils à percussion. Santa-Anna fit acheter des navires à voiles et construire des bateaux à vapeur pour la flotte nationale qui n'existait plus. Les casernes, les hôpitaux, les arsenaux et les fonderies de canons furent réparés, établis et mis en bon état. La frontière fut couverte par une armée de cinq mille hommes, placée sous le commandement du général Woll, élevé au rang de général de division. Les routes, améliorées sur plusieurs points, furent purgées des bandits qui les infestaient. Les relations internationales s'améliorèrent; le commerce, reprenant confiance, se ranima; l'agriculture se développait; les finances publiques se bonifièrent, grâce à un système assez convenable pour ce pays et cette époque. Le président créa les ministères de l'intérieur et des travaux publics, s'occupa de l'amortissement de la dette extérieure de la France et de l'Espagne, régla la condition des étrangers dans l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, promulgua des lois sur la banqueroute, les employés des finances et le recrutement, modifia les lois attentatoires au droit de propriété et celles sur les successions; il ne faudrait encore plusieurs pages pour énumérer seulement les réformes et les créations dues à Santa-Anna, de 1853 à 1855. En introduisant ainsi l'ordre et de sages réformes dans ce malheureux pays, il n'était pas étonnant que le président lésât bien des intérêts et se fit des ennemis de tous ceux que le désordre avait enrichis jusqu'alors.

Au commencement de l'année 1853, le gouvernement mexicain décréta la réception du bref apostolique qui nommait monseigneur Luigi Clementi, légat du saint-siège, près de la république mexicaine; le gouvernement fit pourtant ses réserves sur plusieurs points du bref, et n'autorisa pas monseigneur Clementi à proclamer des interdits ecclésiastiques, à exercer une juridiction contentieuse, à exiger des restitutions *in integrum* contre des sentences rendues ou des contrats légaux, à se mêler de l'aliénation faite ou à faire des biens ecclésiastiques, à conférer des bénéfices ecclésiastiques

et nommer des pronotaires apostoliques. Le décret sur le recrutement, proclamé le 7 décembre 1853, atteignait toutes les classes de la société, et avait plusieurs analogies avec notre loi de 1832, sur le même sujet.

Vers la fin de 1853, on suppliait Santa-Anna de se déclarer empereur, lui faisant remarquer que la monarchie inspirerait plus de confiance au Mexique comme à l'Europe, et que la république n'avait amené jusqu'à présent que l'anarchie. On lui faisait remarquer que même Soulouque avait été reconnu comme empereur par toutes les puissances, et qu'en s'arrogeant ce titre il donnerait plus de stabilité à l'ordre actuel et plus de prestige à la nation. On le pria également de fixer les émoluments qu'il jugerait convenables pour soutenir son rang et celui de sa famille, mais de ne plus spéculer sur sa signature dans les contrats; d'interdire à ses amis, à ses parents, le vol légal, c'est à dire la spéculation des emplois et des fournitures. Santa-Anna n'osa pas; il n'avait pourtant pas à redouter le sort d'Iturbide; les circonstances n'étaient plus les mêmes; il n'eut point le courage d'imiter Soulouque, de se moraliser lui-même et de mettre un frein aux concussions de son entourage. Il accepta simplement le titre d'Altesse Sérénissime, se composa une cour brillante, réorganisa le chapitre de l'ordre de N.-D. de Guadalupe, obligea tous les chevaliers de cet ordre à porter dans les réceptions et les cérémonies publiques, leur magnifique costume officiel, imposa des uniformes très riches à tous les employés civils et militaires du gouvernement et continua ses habitudes de jeu, de dépenses et de faveurs accordées à l'intrigue et au plus offrant.

Cette idée de déclarer Santa-Anna empereur, je la retrouve dans une multitude de lettres datées des mois de novembre et de décembre 1853... « Il paraît qu'à Mexico, écrivait alors le colonel Francisco Casanova, commandant la ville de Tampico, à son général en chef, il se traite de donner à la pétition dont il s'agit un caractère plus formel,

et que les idées de déclarer empereur Santa-Anna se généralisent. » D'après cette lettre et plusieurs autres, portant la date du 10 décembre, on voit que non seulement les provinces de Mexico, de Puebla et de Jalisco opinèrent en ce sens, mais presque tous les départements de la république. Santa-Anna, loin de seconder ce mouvement, l'étouffa. Je ne sais s'il eut tort, mais tous les hommes qui ont été reçus au palais national de 1853 à 1855, affirment qu'il ne manquait à Santa-Anna que le titre d'empereur, tant il recevait bien, quoique trop économe dans son intérieur et lorsqu'il devait recevoir aux frais de sa cassette particulière. Sa cour, aussi fastueuse que celle de la plupart des grands souverains de l'Europe, rappelait le luxe déployé dans certaines occasions solennelles à Rome, aux Tuileries et dans bien d'autres capitales. Ses cuirassiers, ses dragons, ses lanciers, ses gardes d'honneur ne laissaient rien à désirer dans leur tenue; la couleur seule de leur peau jurait un peu avec la beauté de leurs uniformes.

Santa-Anna n'ignorait pas l'influence du prestige personnel et de la représentation royale sur l'esprit des populations méridionales, mais il n'ignorait pas non plus que les révolutions du Mexique n'avaient eu pour cause, après tout, qu'une question d'argent. Le féodalisme espagnol, après avoir remplacé le féodalisme aztèque, a changé de forme sous la république mexicaine, mais il est resté intact, en dépit des changements politiques. En effet, les propriétaires qui ont de cent à mille lieues carrées de terrain, les généraux de division qui ont des commandements importants et les gouverneurs de province, sont de vrais barons des temps féodaux qui ne révolutionnent guère le pays et ne se prononcent contre le gouvernement que lorsqu'ils sont lésés dans leurs intérêts pécuniaires, lorsqu'on ne les paie plus et qu'ils sont obligés de se faire payer, en secouant le joug du pouvoir régulier. On a vu que dès le commencement de l'indépendance, la république n'ayant point d'argent dut recourir à des emprunts onéreux et hypothéquer les re-

venus publics pour faire face aux premières nécessités; on a vu que les changements vertigineux de gouvernements n'avaient point des convictions pour bases, mais des intérêts; il n'est donc pas étonnant de voir ces oligarques, uniquement occupés de leurs intérêts personnels, sucer le sang le plus pur de la république, augmenter avec une effrayante rapidité la pauvreté nationale et par conséquent la pénurie du trésor public. Le système des emprunts et des hypothèques, intronisé par la nécessité, développé jusqu'à ses dernières limites, dans un pays où le patriotisme n'existe qu'à l'état d'exception, devait naturellement rendre impossible la durée constitutionnelle de n'importe quel gouvernement. Aussitôt que le pouvoir exécutif ne pouvait plus donner de la sécurité aux grands propriétaires, des emplois lucratifs aux ambitieux, de l'argent aux généraux pour payer l'armée et aux gouverneurs pour payer les employés, la révolution éclatait et le gouvernement tombait. Le « bien de la patrie, la liberté, les droits du peuple » étaient le prétexte ostensible du soulèvement des uns ou des autres, mais l'intérêt privé était la cause réelle de la révolution. Santa-Anna a qualifié d'une manière très pittoresque le jeu de ces révolutions. « Nous sommes, dit-il un jour, des joueurs qui veulent jouer et qui n'ont à leur disposition que des cartes biseautées. » Tous, en effet, trichaient et ne savaient pas jouer honnêtement.

Néanmoins, en 1853, Santa-Anna avait beau jeu, son prestige et ses capacités aidant, il aurait pu faire beaucoup de bien au Mexique, malgré la désastreuse situation dans laquelle l'avaient laissé Herrera et Arista, après l'invasion américaine. Il avait pour lui la grande majorité de la nation et une armée de quarante-cinq mille hommes qui lui était très dévouée; mais il n'eut pas assez d'empire sur lui pour moraliser son entourage, son administration et ses partisans. Les vrais amis avaient peu d'influence sur ses actes, sa *camarilla*, au contraire, en avait beaucoup; elle empêchait les Cassandres modernes de se faire écouter.